

Le budget—M. Riis

M. Riis: Monsieur le Président, je répondrai que du fait de mes origines, je connais fort bien la Suède et la Scandinavie. Quand le député nous dit que la Suède est un pays homogène, il montre tout simplement qu'il n'y est jamais allé. Je pense qu'il aurait profité à visiter certains de ces pays, qui ont adopté des politiques économiques progressistes et qui ont recours à la planification pour assurer l'avenir du pays et surtout de leurs citoyens.

M. Fisher: Monsieur le Président, est-ce que nous ne pourrions pas laisser un peu de côté ces slogans et passer aux détails pratiques? J'aimerais bien savoir comment le député entend mettre en pratique certaines de ces belles idées. Il a dit, par exemple, au cours de la période des questions que le gouvernement aurait dû abaisser la taxe fédérale de vente, comme moyen principal d'amorcer une reprise par la consommation. Je pense que c'est bien cela qu'il a dit. Cela cadre mal avec les banalités qu'il nous a servies ensuite à propos de nationalisme, parce qu'une pareille réduction de taxes, de l'avis de John Bulloch, par exemple, de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes ne ferait que pousser les gens à acheter des montres étrangères, des appareils photos étrangers, de l'électroménager étranger et des voitures étrangères. Comment le député entend-il empêcher les gens de transférer sur les fabricants étrangers nos avantages fiscaux au nom de sa chère relance par la consommation.

M. Riis: Tout d'abord, monsieur le Président, le député devrait se donner la peine d'écouter ce que je dis. J'ai bien précisé que nos régions avaient un rôle très important à jouer dans un programme de relance économique, tout comme les gouvernements provinciaux. Si nous voulons faire de la réduction de la taxe de vente fédérale un moyen de donner de l'argent aux consommateurs, il faut demander à nos collègues provinciaux de tous les coins du pays de participer à ce programme. Nous leur demanderions d'identifier, entre autres, les secteurs appropriés dans lesquels on pourrait l'appliquer de façon plus positive?

• (1600)

M. Evans: Monsieur le Président, depuis plusieurs mois j'entends les députés d'en face, y compris le chef de ce parti, vanter le régime suédois et signaler les grands progrès réalisés par les Japonais. Je lui ai déjà posé la question, mais son parti a refusé d'y répondre. Est-il disposé à suivre l'exemple de la Suède, c'est-à-dire avoir une réglementation des salaires et une inflation provoquée pour garantir aux travailleurs des pertes salariales réelles? C'est ainsi qu'elle réussit à contenir le chômage. Au Japon, les travailleurs touchent des salaires fixes mais faibles et ils participent aux profits, mais quand les temps sont durs ils sont assurés d'un fléchissement de leurs salaires réels. Il n'y a pas de grands syndicats industriels au Japon, mais plutôt des syndicats de boutiques. Les partisans financiers et autres députés seraient-ils disposés à accepter un régime économique de ce genre? J'en doute fort.

M. Riis: Monsieur le Président, je crois devoir répliquer sur deux plans. Tout d'abord, personne n'est assez simpliste pour prétendre que tout ce qui se passe dans un pays en particulier puisse être transposé dans un autre cadre culturel. Toutefois, j'estime qu'il y a de nombreuses leçons à tirer et en voici une. Le député parle de la réglementation des salaires et des restrictions salariales. Une chose qu'on trouve en Suède et non ici—

et probablement pas dans un avenir immédiat—est un pacte entre le salariat, le patronat et l'État assurant que les programmes sont appliqués en toute justice. Comme presque toute la population active est syndiquée en Suède, les syndicats peuvent s'entendre avec l'État social-démocrate et le patronat au sujet des programmes de relance. Toutefois, ici, le gouvernement tente d'imposer une réglementation et des restrictions de salaires à un groupe choisi. C'est l'arrogance économique de ce genre qui nous a mis dans le pétrin. Par conséquent, quand les députés d'en face font appel à notre collaboration, comme le ministre des Finances l'a fait dans son budget, c'est un appel trompeur, car ils ont trahi si souvent non seulement les simples Canadiens mais encore le mouvement syndical.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au critique financier du NPD, qui nous a servi bien des banalités, mais aucune véritable proposition concrète.

M. Waddell: Vous n'avez pas écouté.

M. Dionne (Northumberland-Miramichi): Je me demande s'il favorise la méthode à laquelle la Suède a déjà maintes fois recouru, surtout lorsque des problèmes surgissent dans l'industrie forestière, méthode qui consiste à acheter et à stocker les produits des scieries, puis à les déverser sur le marché à moins que leur prix de revient ou à dévaluer la monnaie, ce qui revient au même, secouant ainsi tout le marché mondial de la pâte et du papier.

M. Riis: Je ne peux croire que le député entende les choses de cette façon. Je crois que si l'on examine bien ce qu'il a voulu critiquer, on constatera que cela donne d'assez bons résultats en Suède. Si c'est là le genre de critique dont il est capable, il ne comprend manifestement rien à ce qui se passe dans ce pays en particulier.

L'hon. Lloyd Axworthy (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je suis très heureux de pouvoir intervenir au nom du gouvernement pour présenter aux Canadiens et à la Chambre le programme de relance que nous a proposé hier soir le ministre des Finances (M. Lalonde). Je me réjouis notamment de pouvoir connaître les vues de nos amis de l'opposition, et de pouvoir assimiler leurs propositions et de leurs recommandations, dans l'espoir d'en tenir compte dans notre évaluation globale des mesures à prendre pour soutenir notre économie en cette époque critique.

C'était du moins mon intention, monsieur le Président. Je dois avouer, toutefois, qu'après avoir passé beaucoup de temps à écouter attentivement les déclarations des principaux critiques financiers et porte-parole de l'opposition, je suis bien déçu de ce qu'ils ont eu à nous offrir jusqu'ici. L'intervention du critique du parti conservateur se résume malheureusement en une seule phrase: «Attendez les prochaines élections et tous nos problèmes seront résolus». Les jeunes de 14 ans que les conservateurs élisent comme délégués seront sûrement à même de choisir une politique économique efficace au cours du congrès pour l'élection de leur chef. Nous saurons toutefois en tirer une certaine sagesse, une orientation et une force. Mais quand il s'agit de nous donner un aperçu du programme de relance que proposerait le parti conservateur du Canada, on s'aperçoit que c'est essentiellement du vent.